NATIONS
UNIES

TD

Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement

Distr.
LIMITÉE

TD/B/53/L.2/Add.9
9 octobre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante-troisième session
Genève, 27 septembre-2 octobre et 10 octobre 2006
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT SUR SA CINQUANTE-TROISIÈME SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 27 septembre au 2 octobre 2006 et le 10 octobre 2006

Rapporteur: Mme Ana Inés Rocanova (Uruguay)

Examen de la politique d'investissement du Rwanda

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification à apporter aux déclarations es délégations doit être adressée avant le **mardi 17 octobre 2006** au plus tard à la Section d'édition de la CNUCED, bureau E.8106, télécopieur: 917 0056, téléphone: 917 1437.

GE.06-52030 (F) 101006 101006

EXAMEN DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU RWANDA

3 octobre 2006

1. L'examen de la politique d'investissement du Rwanda a eu lieu le 3 octobre 2006. M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, s'est félicité de la participation de hauts responsables du Gouvernement rwandais − dont la délégation était dirigée par M. Bernard Makuza (Premier Ministre) et S. E. M. Vincent Karega (Ministre d'État en charge de l'industrie et de la promotion de l'investissement) − et de représentants de haut niveau d'autres pays. Il a salué les efforts que déployait le Gouvernement rwandais pour réformer l'économie et les progrès considérables accomplis au cours des 10 dernières années. La séance était présidée par M. Gyan Chandra, Ambassadeur du Népal.

2. Le secrétariat de la CNUCED a présenté les principales conclusions et recommandations issues de l'examen de la politique d'investissement du Rwanda. Ce pays avait accompli de gros progrès et avait mené de grandes réformes au cours des 10 dernières années, mais les principaux moteurs traditionnels de l'IED étaient poussifs. La stratégie proposée pour attirer l'IED était originale: elle reposait sur les trois éléments suivants: i) faire du Rwanda un centre d'excellence sur le plan des infrastructures immatérielles et de la gouvernance; ii) mettre en place un programme visant à attirer et à diffuser les compétences; et iii) lancer un ensemble d'initiatives sectorielles. Le secrétariat a noté que des progrès avaient été accomplis dans la mise en œuvre des recommandations déjà formulées, mais les programmes ambitieux adoptés exigeraient un engagement ferme et durable du Gouvernement et une aide supplémentaire de la part de la communauté internationale. Il a souligné qu'il continuerait d'aider le Rwanda à mettre en œuvre les recommandations formulées dans son rapport.

3. Le représentant du Rwanda a remercié la CNUCED d'avoir procédé à l'examen de la politique d'investissement rwandaise et d'avoir publié un guide de l'investissement dans son pays. Il a souligné l'importance de l'IED pour le développement. Après avoir noté que l'Afrique recevait très peu d'IED, il a souligné la nécessité pour le continent de se repositionner, et a dit que la CNUCED pourrait aider les pays à améliorer leur cadre économique et à mobiliser des ressources privées pour le développement. Les recommandations issues de l'examen étaient conformes aux réformes du Gouvernement. Le Rwanda avait été l'un des premiers pays à

se soumettre au mécanisme d'examen collégial du NEPAD car il était partisan d'une bonne gouvernance. Le Gouvernement souhaitait faire du Rwanda un centre d'excellence sur le plan des infrastructures immatérielles et de la gouvernance. Il a souligné les grands efforts déployés pour créer un cadre favorable à l'investissement, ce qui passait notamment par le rétablissement de la paix et de la sécurité, par la mise en place d'un nouveau code de l'investissement, par la mise en œuvre d'orientations libérales, et par l'adoption d'une politique de tolérance zéro en matière de corruption. En outre, le Gouvernement avait réformé le système éducatif et amélioré les compétences conformément à Vision 2020; une culture de service était développée dans l'administration publique, et un organisme national avait été créé pour accroître les capacités institutionnelles et les compétences. Le Gouvernement favorisait aussi l'avènement d'une «économie fondée sur le savoir» et le secteur privé participait à la prise de décisions. Il était important que le monde sache ce que le Rwanda faisait, afin de mettre fin aux clichés qui pénalisaient le pays. Le Premier Ministre a mis l'accent sur les possibilités d'investissement dans le café Arabica, le thé, le méthane et le tourisme haut de gamme, ainsi que dans les TIC, son ambition étant de faire reposer l'économie sur le savoir. D'autres marchés de niche étaient importants, comme les huiles essentielles, l'horticulture et l'extraction minière. En outre, le système financier rwandais était l'un des plus stables d'Afrique. Mais, comme tous les PMA, le Rwanda avait des infrastructures médiocres et de faibles capacités, et recherchait donc l'assistance de la communauté des donateurs, notamment celle apportée par la Banque africaine de développement et dans le cadre de l'aide pour le commerce.

4. Des observations ont été formulées par le Président de la Banque africaine de développement, les Ambassadeurs de la Finlande, de Maurice, de Singapour et de la Belgique, et les représentants des Gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Canada, de la République dominicaine, du Bénin, de la Zambie, de la Chine et du Burkina Faso. Tous les représentants ont reconnu que l'examen de la politique d'investissement du Rwanda avait permis de soulever des questions pertinentes et de formuler des recommandations concrètes. Ils ont loué les efforts accomplis pour lutter contre la corruption, améliorer la gouvernance et renforcer l'administration publique face aux obstacles que rencontrait un petit pays sans littoral comme le Rwanda.

4. Le représentant de la Banque africaine de développement a dit que l'Afrique n'avait pas attiré beaucoup d'IED en dehors de l'extraction des ressources naturelles et des

télécommunications. Toutefois, il existait dans le monde de vastes ressources financières à la recherche d'investissements rentables, et l'Afrique devait exploiter ces ressources en améliorant encore le cadre de l'investissement. L'examen de la politique d'investissement du Rwanda avait permis de poser les bonnes questions et de proposer de bonnes idées et des mesures concrètes pour avancer. Le représentant a souligné la volonté rwandaise de faire de la bonne gouvernance un moyen d'attirer les investisseurs. La Banque africaine de développement avait favorisé l'intégration commerciale régionale en Afrique. Après avoir noté que l'infrastructure et les compétences du Rwanda s'amélioraient, le représentant a jugé que cela était de bon augure pour l'investissement. La Banque ferait passer de 30 à 40 % la part des prêts alloués au développement des infrastructures, les autres priorités étant notamment l'intégration commerciale régionale, le cadre de l'investissement et le développement du secteur privé.

6. Le représentant de la Finlande, s'exprimant au nom de l'Union européenne, de la Bulgarie et de la Roumanie, a dit que l'UE appuyait les efforts de paix et de reconstruction du Rwanda, ainsi que la bonne gouvernance et la coordination de l'aide. Il a ajouté que les accords de partenariat économique étaient importants pour l'avenir du Rwanda. L'examen de la politique d'investissement ouvrait de nouvelles voies de coopération avec le Rwanda, et pouvait être rattaché à la matrice d'action relative à l'investissement au sein du Cadre intégré. L'UE promettait de continuer à soutenir le Rwanda dans la mise en œuvre des recommandations de suivi issues de l'examen.

7. Le représentant de Maurice a dit que le Rwanda était une source d'espoir pour l'Afrique et a rendu hommage à la clairvoyance de ses dirigeants et à la résistance de son peuple. Il a noté que le pays rencontrait un certain nombre d'obstacles et de contraintes comparables à ceux auxquels Maurice avait dû faire face une vingtaine d'années auparavant. Il a remercié la CNUCED d'avoir examiné la politique d'investissement de Maurice en 2000, donnant des indications utiles sur la manière dont le pays pouvait mener à bien une réorientation stratégique verticale et horizontale. L'IED avait joué un rôle important en aidant Maurice à diversifier son économie, caractérisée par la monoproduction, dans le tourisme, les services financiers et les TIC. L'IED pouvait jouer un rôle comparable au Rwanda; le représentant soulignait l'importance de la stabilité politique, d'une bonne gouvernance économique, de politiques ouvertes, d'une infrastructure adéquate pour la création d'entreprises et de l'amélioration

de l'enseignement. Les orientations de Maurice avaient été influencées par l'examen de sa politique d'investissement et le représentant espérait qu'il en irait de même pour le Rwanda.

8. Le représentant de Singapour a salué les progrès accomplis par le Rwanda, qu'il attribuait à une bonne direction politique, au respect des droits de propriété et aux réformes macroéconomiques. Il était aussi optimiste quant aux perspectives de croissance du pays et à la stratégie Vision 2020. Dans les années 50, Singapour se trouvait dans une situation économique quelque peu semblable à celle du Rwanda, et les deux pays étaient déterminés à instaurer une bonne gouvernance et à éliminer la corruption. Le représentant a fait des observations sur la recommandation, issue de l'examen, visant à ce qu'un programme d'attraction et de diffusion des compétences soit mis en place au Rwanda, et a tiré les enseignements de l'expérience acquise par Singapour dans ce même domaine. Il a souligné la nécessité de réduire la bureaucratie et de créer un organisme unique qui s'occupe des questions d'immigration. Il a aussi indiqué qu'il fallait cibler les compétences à attirer et définir soigneusement la structure des programmes de diffusion des compétences. En conclusion, il a salué les recommandations issues de l'examen de la politique d'investissement du Rwanda et a dit que le programme d'attraction des compétences pourrait contribuer de manière significative au développement de ce pays.

9. Le représentant de la Belgique a mis l'accent sur les liens étroits existant entre son pays et le Rwanda, et a salué les travaux relatifs à l'examen de la politique d'investissement de ce dernier. Il a dit que cet exercice était des plus opportuns et devrait être intégré dans la mise à jour du Document de stratégie de réduction de la pauvreté. La Belgique et le Rwanda allaient signer une version actualisée de leur accord bilatéral d'investissement le lendemain, ce qui pourrait être une première étape vers la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen.

10. Le représentant des États-Unis d'Amérique s'est félicité de l'examen opportun de la politique d'investissement du Rwanda et de sa contribution à l'amélioration du cadre de l'investissement dans ce pays. Les États-Unis, qui assuraient la coprésidence du groupement du secteur privé au Rwanda, constataient que le Gouvernement avait beaucoup plus soutenu les femmes que n'importe quel autre gouvernement africain. Tout en se félicitant de l'initiative visant à faire du Rwanda une plaque tournante régionale en matière d'investissement,

le représentant a ajouté qu'il importait de s'attaquer aux problèmes infrastructurels et douaniers. USAID aidait le Rwanda à améliorer le secteur du café.

11. Un représentant du secteur privé a salué la transparence du processus de privatisation au Rwanda. L'entreprise que sa société avait rachetée avait de médiocres résultats à l'époque de son acquisition. Sa société avait pu remplacer 40 % des effectifs par du personnel mieux formé sans aucune ingérence des pouvoirs publics. Le Gouvernement avait évalué de manière réaliste les actifs à privatiser et était réellement déterminé à conclure des accords, ce qui était un plus pour les investisseurs. Toutefois, des obstacles persistaient sur le plan du cadre juridique, et le représentant a mis en garde le Gouvernement contre le risque de complaisance après les progrès enregistrés ces dernières années.

12. Un représentant du secteur privé a noté que la situation du Rwanda en matière de sécurité était bonne et que l'organisme de promotion des investissements, RIEPA, y était efficace. Il préconisait toutefois de renforcer le guichet unique ainsi que d'alléger, et si possible d'accélérer, les procédures douanières. Compte tenu du déficit énergétique du Rwanda, il a proposé que les efforts visant à améliorer l'infrastructure énergétique se concentrent sur de petits projets de production de méthane.

13. Un représentant du secteur privé a mis en lumière certaines des difficultés que sa société avait rencontrées dans le cadre d'un accord de privatisation, qui tenaient au respect des termes de l'accord initial. Toutefois, le problème avait pu être résolu à l'amiable et sa société était satisfaite de son investissement. Il n'y avait pas eu de problème de corruption. Enfin, le Rwanda devrait accorder une attention particulière aux services fournis aux investisseurs étrangers déjà présents, qui pouvaient être les meilleurs avocats et promoteurs du pays à l'étranger.

14. Les représentants de gouvernements se sont félicités des progrès réguliers que le Rwanda accomplissait en matière de diversification de son économie et de privatisation. Ils ont encouragé le Gouvernement rwandais à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de Vision 2020. Le représentant de la République dominicaine a souligné la pertinence des examens de la politique d'investissement, non seulement pour les PMA mais aussi pour les petits pays vulnérables tels que le sien et d'autres pays des Caraïbes. Il a appelé la communauté des

donateurs à fournir une assistance aux pays à revenu faible ou intermédiaire concernant l'examen de leur politique d'investissement.

15. Les représentants du Bénin, de la Zambie et du Burkina Faso ont jugé important que le secrétariat de la CNUCED continue d'apporter son soutien en examinant les politiques d'investissement et en suivant la mise en œuvre des recommandations formulées. Le représentant de la Chine a pris note des progrès rapides accomplis par le Rwanda en matière de développement économique et social et a dit que le DSRP avait produit des résultats positifs. Il a loué les efforts déployés par le Gouvernement et a annoncé que depuis janvier 2005 la Chine imposait des droits nuls sur 187 produits.

16. Le Président a noté que la bonne gouvernance du Gouvernement rwandais avait contribué aux progrès enregistrés en matière de développement économique et social. L'objectif était de maintenir les réformes et les efforts visant à attirer l'IED. Les conclusions et les recommandations découlant de l'examen de la politique d'investissement du Rwanda y contribueraient.